

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 22 - 24 mai 1996

## RAPPORTS SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DE PROJETS APPROUVES

Point 5 e) de l'ordre  
du jour

F

Distribution: GENERALE  
WFP/EB.2/96/5-E/Add.4  
25 mars 1996

ORIGINAL: ANGLAIS

### PROJET PEROU 4512

#### Soutien intégré en faveur du secteur urbain marginal

Coût total des produits alimentaires	13 719 152 dollars
Coût total pour le PAM	18 451 143 dollars
Date de l'approbation par le CPA	22 mai 1992
Date de la signature du plan d'opérations	1er octobre 1992
Date de l'acceptation de la lettre de démarrage	18 décembre 1992
Date de la première distribution	15 juillet 1993
Durée de l'aide du PAM	Trois ans
Durée du projet au 30 septembre 1995	Deux ans et deux mois

Sauf indication contraire, toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des Etats-Unis.

Le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à apporter leur exemplaire personnel en séance et à ne pas demander d'exemplaires supplémentaires.

## NOTE A L'INTENTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.
2. Conformément aux décisions prises par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire sur les méthodes de travail, les documents établis par le Secrétariat à l'intention du Conseil ont été rédigés dans un souci de concision et axés sur la prise de décisions. Les réunions du Conseil d'administration doivent prendre un tour pragmatique et favoriser le dialogue et les échanges entre les délégations et le Secrétariat. Celui-ci poursuivra les efforts déployés pour faciliter la mise en oeuvre de ces principes directeurs.
3. Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui souhaitent poser des questions d'ordre technique sur ce document à contacter directement les fonctionnaires mentionnés ci-après, de préférence quelque temps avant la session du Conseil. Cette procédure vise à faciliter l'examen du document en session plénière.
4. Les fonctionnaires du PAM qui traitent ce document sont les suivants:  
  
Directeur régional: F. Roque Castro tel.: 5228-2207  
Chargé des opérations: J. Conway tel.: 5228-2308
5. Pour toute question concernant la distribution des documents présentés au Conseil d'administration, veuillez contacter l'employé chargé de la documentation (tél.: 5228-2641).

---

## **BUT DU PROJET ET DE L'AIDE DU PAM**

1. Le projet a pour objectif à long terme de contribuer à améliorer les conditions de vie des groupes économiques les plus vulnérables de la population, qui vivent dans les zones urbaines marginales.
2. Les objectifs immédiats sont les suivants:
  - a) accroître les disponibilités vivrières et faciliter l'accès aux denrées et la consommation des groupes économiques les plus vulnérables de la population des zones urbaines marginales, en apportant aux cantines populaires un soutien comportant un volet de formation en matière de gestion des produits alimentaires et des cantines;
  - b) diminuer l'incidence des maladies liées à l'alimentation, notamment des infections gastro-intestinales et, en particulier du choléra, en améliorant l'infrastructure sanitaire de base et en dispensant une formation dans les domaines de la nutrition et de l'hygiène.

---

## **EXECUTION**

3. La responsabilité générale de l'exécution du projet incombe au Programme national d'aide alimentaire (PRONAA), qui relève du Ministère de la présidence; ce dernier assure la liaison entre le PAM et le gouvernement pour les questions de politique générale et se charge de la logistique du projet. Le secrétariat technique du projet, qui regroupe le PRONAA, le Ministère de la santé, CARITAS Pérou et le PAM, est chargé de l'exécution du projet, de l'achat des produits alimentaires et de leur distribution. Dans chacune des zones du projet, les comités locaux sont responsables de la programmation des activités du projet, y compris les travaux d'assainissement de l'environnement et les stages de formation. Ces comités se composent de représentants locaux du PRONAA, de CARITAS, du Ministère de la santé et des groupes de bénéficiaires. Le personnel du projet employé à plein temps comprend: sept agents du PRONAA, dix de CARITAS et cinq du Ministère de la santé. Quelque 250 agents des cellules opérationnelles de CARITAS et du PRONAA travaillent également à temps partiel pour le projet, ainsi qu'environ 600 volontaires provenant de diverses paroisses.
4. Le projet intéresse les zones semi-urbaines de Piura, Chiclayo, Trujillo, Lima, Callao et Arequipa, les six plus grandes villes du Pérou, où les effets de la crise économique et de l'ajustement structurel se sont faits cruellement sentir parmi les bénéficiaires du projet, dont un grand nombre vivait jusque récemment en zone rurale.
5. Les produits sont préparés dans les cantines populaires et servis sous forme de repas chauds. Les cantines sont gérées par des femmes qui habitent dans la zone du projet. Les vivres fournis par le PAM représentent en valeur 40 à 50 pour cent du coût des repas. Les bénéficiaires versent l'équivalent de 0,25-0,30 dollar par repas,



soit approximativement 60 pour cent des coûts. Les femmes responsables des cantines utilisent les fonds collectés pour acheter sur le marché local les denrées qui serviront à compléter les rations et à préparer les repas (kérosène, eau, épices, etc.).

## **GESTION DES PRODUITS ALIMENTAIRES**

6. A la demande du gouvernement, l'engagement initial du PAM a été modifié: les 57 806 tonnes de farine de blé ont été remplacées par 38 700 tonnes de maïs et 52 150 tonnes de blé, d'une valeur égale. L'engagement d'huile végétale (2 401 tonnes) a été maintenu. Les céréales sont vendues pour acheter des denrées locales et l'huile végétale est distribuée directement. Une partie des fonds dégagés par la monétisation (1 147 tonnes) servent à acheter des matériaux pour la composante vivres-contre-travail et à financer les activités de suivi et d'évaluation. En outre, le projet a reçu par la filière bilatérale une aide alimentaire de l'Union européenne (12 414 tonnes) et du Gouvernement italien (827 tonnes), pour distribution directe.
7. Les denrées fournies par le PAM arrivent au port de Callao. Le PRONAA se charge du transport de l'huile jusqu'à ses entrepôts et ceux de CARITAS, situés sur le site du projet. Les cantines y prélèvent ensuite les quantités dont elles ont besoin. Les céréales sont soit vendues à leur arrivée au port soit transportées jusqu'aux entrepôts du PRONAA à Callao où elles seront vendues. Les fonds provenant de ces ventes sont gérés conjointement par le PAM et le PRONAA, et permettent à CARITAS et au PRONAA d'acheter des aliments produits localement. Au total, 60 244 tonnes avaient été reçues (19 868 tonnes de blé, 38 379 tonnes de maïs et 1 997 tonnes d'huile) au 30 septembre 1995.
8. Les pertes post-c.a.f., qui s'élèvent pour le maïs à 192 tonnes (0,5 pour cent des quantités totales reçues) sont dues à une maladie cryptogamique provoquée par la forte teneur en humidité du produit livré; les pertes d'huile végétale (0,15 tonne, soit moins de 0,01 pour cent des quantités totales reçues) ont été occasionnées durant le transport dans le pays.
9. Les denrées fournies par le PAM ont été vendues aux enchères par le PRONAA, en collaboration étroite avec le PAM, dans le respect des règles et procédures officielles. Il a été difficile de vendre sur les marchés locaux le maïs livré au projet car il était d'une qualité insuffisante. Le maïs a été vendu au prix de 160 dollars la tonne; les fonds ainsi dégagés, y compris les intérêts et le produit de la vente des sacs vides, ont atteint au total 7 138 124 dollars. Le blé a été vendu à 220 dollars la tonne, pour un total de 4 370 960 dollars. Les deux opérations se sont donc avérées rentables par rapport aux prix c.a.f.
10. L'utilisation des fonds est conforme aux dispositions du plan d'opérations. Au total, 7 231 269 dollars ont été investis dans l'achat d'aliments de production locale, et 202 666 dollars dans l'achat de matériaux de construction et des activités de formation et de suivi. Le bureau de pays à Lima détient une comptabilité, des rapports et des relevés bancaires détaillés de toutes ces opérations.
11. Au 30 septembre 1995, 14 616 tonnes de denrées avaient été achetées localement: 1 921 tonnes de céréales, 6 659 tonnes de légumineuses, 3 279 tonnes de poisson



congelé ou séché, 428 tonnes de poisson en boîte, et 2 329 tonnes de produits alimentaires andins. Les achats locaux sont effectués dans les zones du projet, par l'intermédiaire d'une banque commerciale qui dispose de succursales dans ces zones; les achats se font au moyen d'ordres de paiement qui permettent de régler les fournisseurs sans retard. Des comptes courants spéciaux ont été ouverts dans toutes les succursales; ils rapportent 12 pour cent d'intérêt par an.

---

## **CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT**

12. La contribution totale du gouvernement, y compris le financement par CARITAS, s'élève approximativement à 1 260 000 dollars, soit 54 pour cent de l'engagement proportionnel au 30 septembre 1995.

---

## **AIDE EXTERIEURE**

13. Outre les produits fournis par l'Union européenne et l'Italie, le projet a reçu des articles non alimentaires du Canada, de l'Autriche et de l'Union européenne pour un montant total de 257 387 dollars.

---

## **EVALUATION**

14. D'une manière générale, l'exécution du projet est satisfaisante et les objectifs immédiats sont en voie de réalisation. Le nombre des bénéficiaires des cantines (213 310 personnes) représente plus de 125 pour cent de l'objectif proportionnel (voir Annexe). Ces résultats ont été obtenus grâce aux contributions supplémentaires fournies par la filière bilatérale.
15. La composante assainissement de l'environnement n'a atteint qu'en partie ses objectifs. Néanmoins, la construction de réseaux d'assainissement, et notamment celle de latrines, constitue pour la population un facteur important de prévention des maladies. La mise en oeuvre de cette composante a été ralentie par l'absence d'aide technique de la part du Ministère de la santé et par le manque d'expérience du personnel du projet. Celui-ci bénéficie actuellement de l'appui technique d'ONG qui opèrent dans le même secteur. Par ailleurs, le gouvernement a passé des contrats pour des travaux d'assainissement dans la région de Lima/Callao pour tenter de remédier aux graves difficultés rencontrées en zone métropolitaine. En conséquence, le projet pourrait réorienter son action vers d'autres agglomérations urbaines afin d'éviter un chevauchement des activités.
16. Le projet contribue à la promotion de la femme grâce à la place qu'il leur accorde dans l'administration et l'exécution du projet, et aux cours de formation qu'il leur dispense dans le domaine de la gestion des cantines et de la nutrition. Les activités de formation envisagées sont jugées trop ambitieuses, notamment en regard du budget de 38 000 dollars qui leur a été alloué.
17. La structure administrative du projet est satisfaisante, bien que le roulement continu du personnel exige des formations répétées. CARITAS mène à bien environ



70 pour cent du projet et atteint ses objectifs selon le rythme prévu; le gouvernement, par l'intermédiaire du PRONAA, exécute les 30 pour cent restants. La cadence d'exécution à Lima et à Callao est plus lente que prévu car le personnel n'a pas reçu de l'administration centrale du PRONAA l'appui logistique, l'équipement et l'encadrement escomptés.

18. La logistique fait l'objet d'une planification attentive compte tenu des faibles capacités d'entreposage de certaines municipalités comme Piura et Arequipa. A cause des contraintes financières du gouvernement et de certaines unités opérationnelles, CARITAS a dû se charger du transport des denrées alimentaires depuis les magasins centraux du PRONAA jusqu'à ses entrepôts afin d'éviter des retards de livraison au projet.

---

## CONCLUSIONS

19. Les rations alimentaires distribuées par les cantines du projet ont permis d'améliorer l'apport alimentaire des populations les plus déshéritées vivant à la périphérie des grandes villes. Les principaux bénéficiaires de cette aide sont des enfants de moins de six ans (51 pour cent) et des femmes (21 pour cent) - femmes enceintes, mères allaitantes, ou chefs de familles. Le reste des bénéficiaires est constitué de chômeurs et de personnes âgées.
20. La monétisation est bien menée. Les prix de vente étant supérieurs aux prix c.a.f., cette opération s'avère avantageuse dans la mesure où la qualité des produits livrés correspond aux spécifications indiquées par les acheteurs. La monétisation a permis d'utiliser les ressources du projet d'une manière rationnelle, et notamment de modifier la ration de manière à équilibrer l'apport nutritionnel et d'offrir indirectement de meilleures perspectives aux producteurs locaux. Toutefois, il faudra revoir les types de produits alimentaires achetés localement en fonction des produits dont le PAM dispose actuellement, comme le poisson en boîte.
21. Les denrées fournies par d'autres donateurs comme l'Union européenne et l'Italie, ont permis de diversifier davantage les repas et d'accroître l'effectif des bénéficiaires.
22. La formation dispensée par le projet a eu un effet bénéfique sur la population cible: la gestion et l'utilisation des denrées se sont améliorées, les mécanismes d'enregistrement et de contrôle sont plus fiables, le système de destruction des ordures (solides et liquides) est bien adapté, et l'organisation des cantines populaires mobilise un plus grand nombre de personnes.
23. Bien que les populations des zones marginales et urbaines vivent encore dans des conditions d'extrême pauvreté, l'urgence d'un soutien alimentaire pour les familles à faible revenu, qui est la raison d'être du projet, semble s'être atténuée. Ainsi, si le projet devait être élargi, il devrait se concentrer davantage sur les composantes plus durables du projet, telles que la nutrition et l'éducation sanitaire, ainsi que l'assainissement de l'environnement.



### TABLEAU COMPARATIF DES OBJECTIFS ET DES REALISATIONS (au 30 septembre 1995)

Composante	Objectifs		Réalizations		% des objectifs intermédiaires
	Selon le plan d'opérations	Objectif intermédiaire au 30/09/95	Au 30/09/95		
<b>CANTINES</b>					
Nombre de cantines	1 750	1 750	2 220		125
Nombre de bénéficiaires	175 000	175 000	213 310		122
Femmes et enfants	157 500	157 500	153 580		98
Autres groupes vulnérables	17 500	17 500	59 730		341
Nombre de rations	157 500 000	87 500 000	138 450 000		158
<b>ASSAINISSEMENT DE L'ENVIRONNEMENT</b>					
Réseaux d'adduction d'eau					
Nombre construit	175	58	20		34
Population couverte	126 000	41 760	14 400		34
Latrines					
Nombre construit	21 000	7 000	5 800		83
Population couverte	126 000	42 000	34 800		83
Rations distribuées	2 563 000	672 000	469 812		70
Jours de travail	427 166	112 000	80 000		71
Femmes	213 583	56 000	44 800		80
Hommes	213 583	56 000	35 200		63
<b>FORMATION</b>					
Stagiaires					
Hygiène et nutrition	50 000	16 600	11 509		69
Assainissement de l'environnement	42 000	14 000	3 300		24

ANNEXE

